

2015, essai transformé ?

2014 pour l'ensemble de l'économie sociale en France restera l'année de l'adoption de la loi cadre de l'ESS. Pour 2015, les attentes du secteur porteront sur la mise en application de ladite loi à coups de décrets, les questions autour du financement n'étant pas complètement éclaircies. Mais d'ores et déjà, de graves inquiétudes troublent le secteur associatif, conséquence d'un financement public à la baisse. Autre facteur d'incertitude (et de danger ?), les répercussions électorales, départementales en mars, régionales en décembre. Le secteur a sans doute de quoi retenir son souffle. Et, la bonne année ! **PB** (ESI)

Juppé, chantre de l'économie sociale

Dans un post de son blog (04/01), (repris par l'"Usine nouvelle") Alain Juppé, de plus en plus candidat à la présidentielle de 2017, a surpris (un peu) son monde en délivrant sa vision des défis à relever pour retrouver la croissance qu'il appelle de ses vœux. Une croissance qui devra intégrer 3 grandes mutations (environnementale, sociale et numérique). Et de dessiner les contours d'une «croissance sobre et circulaire», économe des ressources non-renouvelables ou rares, intégrant la «nécessaire transition énergétique». A. Juppé évoque la candidature de Bordeaux Métropole à l'appel national «zéro gaspillage, zéro déchet», mais aussi la feuille de route «Economie circulaire 2014-2016» de la Région Aqu-

itaine. Plus étonnant, l'homme fort de l'agglomération bordelaise, tout en affirmant la place de l'entreprise dans un contexte de «libéralisme authentique», c'est-à-dire une «économie de marché régulée bien sûr», plaide aussi pour un modèle intégrant la responsabilité sociale, sociétale et environnementale (RSE), un «plan exclusivement financier» étant à se yeux «trop réducteur». A. Juppé cite l'économie sociale et solidaire mais aussi l'émergence de l'entreprise du 3^{ème} type, l'«entreprise sociale» dont il donne une définition précise tirée de Jean-Marc Borello et Nicolas Hazard, sous oublier l'essor de l'«économie du partage», avec entre autres l'exemple de l'espace collaboratif du Node à Bordeaux. Bref, tout y est ou presque.

LIRE AUSSI P.3

> CRÉATION DES SCOP D'AMORÇAGE Un décret publié au JO du 1^{er} janvier 2015 crée la Scop (société coopérative et participative) d'amorçage, dispositif prévu par les articles 27 et 28 de loi de l'économie sociale et solidaire. Ce décret permet aux salariés associés d'être minoritaires au capital mais de disposer de la majorité des voix. La détention du capital social au moment de la constitution est l'un des obstacles identifiés de la reprise d'entreprise sous forme de Scop. Le

nouveau statut devrait faciliter les dossiers de reprise avec la possibilité de réunir un tour de table avec des associés non coopérateurs. Il prévoit une durée de 7 ans pour que les salariés atteignent le seuil de 50% des parts, les associés non coopérateurs devant s'engager à céder ou à obtenir le remboursement de ces parts. Cet engagement devra figurer dans les statuts de la Scop. Il conditionnera l'accès au statut fiscal dérogatoire des Scop.

> ENTREPRISE SOLIDAIRE DE PRESSE Dans une proposition de loi sur la «modernisation de la presse» - texte émanant du groupe PS adopté en première lecture en décembre à l'Assemblée - figure le nouveau statut d'«entreprise solidaire de presse d'information». Le modèle juridique est inspiré de l'économie sociale et solidaire, avec une répartition spécifique des bénéfices, en d'autres termes une lucrativité limitée (mise en réserve et obligation de réinvestissement).

Un acheteur nommé "La Ristourne"

Plusieurs structures aquitaines de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire ont décidé de se regrouper pour constituer une centrale d'achats et de service qui a vocation à devenir une coopérative au nom symbolique de la Ristourne (*).

L'ASSOCIATION « LA COOPÉRATIVE D'ACHATS ETHIQUE ET SOLIDAIRE », autrement dénommée « La Ristourne », se lance en ce premier trimestre 2015, avec la procédure de recrutement d'un acheteur-chargé de développement. L'initiative remonte à 2011, de la volonté de plusieurs responsables de structures du secteur l'IAE (insertion par l'activité économique) de mutualiser et optimiser tout ce qui concerne la « fonction achat » à laquelle ils sont confrontés au quotidien. L'un d'eux, Arnaud Virrion, qui est aussi président de l'association de préfiguration de la future chambre de l'ESS en Aquitaine, a profité du récent Mois de l'économie sociale et solidaire, pour détailler le projet qui entre aujourd'hui dans sa phase opérationnelle. Accompagné par l'association d'ingénierie

Atis, la « Fabrique à initiatives en Aquitaine », le projet s'est orienté vers une future coopérative d'achats qui va privilégier des transactions éthiques et responsables au profit de structures de l'IAE et de l'ESS, et à toutes entités partageant leurs valeurs, la coopérative se finançant avec les retro-commissions cédées par ses membres. Toutes les gammes de produits et de services seront concernées, comme l'a détaillé Arnaud Virrion, des fournitures du bureau à la débroussailleuse en passant par des prestations de communication ou d'événementiel. La première phase consistera à constituer une centrale de référencement.

(* Spécificité des coopératives, la ristourne correspond au versement d'exédents au prorata des opérations traitées avec les associés.

POST-IT **SUD-GIRONDE | UN PANORAMA DE L'ESS**

Cap-Solidaire, association qui se définit comme une union des acteurs de l'économie sociale et solidaire de Sud-Gironde et à pour vocation d'animer dans ce réseau correspondant géographiquement avec le schéma local de cohérence territorial, a restitué à l'occasion du mois de l'ESS, les résultats d'une enquête réalisée auprès de 230 structures de l'économie sociale sur ce territoire. Il en ressort un portrait sous forme de panorama de l'ESS, cette économie concernant 350 établissements employeurs dont 85% sont des associations, l'ensemble représentant entre 12 et 14% des emplois, soit 7.000 emplois dont au moins 600 personnes en insertion. On compte 25.000 bénévoles pour un territoire où vivent 128.000 personnes. Sur ce territoire rural, une offre de service à la personne et d'action sociale ou médico-sociale adaptée a été développée pour 13.000 bénéficiaire. On y relève aussi l'importance des structures sportives et d'animation socio-culturelle qui contribuent fortement à l'attractivité du Sud-Gironde.

MOUVES AQUITAINE | UN NOUVEAU COORDINATEUR RÉGIONAL

Le mouvement de l'entrepreneuriat social en Aquitaine, le Mouves, s'est donné un nouveau coordinateur régional, Sylvain Lepainteur, gérant de la Conciergerie solidaire, l'un des plus fleurons de l'espace Darwin à Bordeaux. (*Journal des entrepreneurs*)

ASSOCIATIONS | LE CEZAM AQUITAINE DÉMÉNAGE

Le Cezam a étrenné ses nouveaux locaux en décembre en organisant une journée portes ouvertes. Désormais installé au Parc Cadéra à Mérignac, le Cezam a été constitué en 2009 par des élus de comité d'entreprise locaux en association inter-comités d'entreprise. Le conseil d'administration est présidé par Pierre Aubi, du CE Afpa 79.

Insertion | Ça bouge au Garie

Le Groupement aquitain des réseaux de l'insertion par l'activité économique, tête de réseau pour ce secteur, commence l'année avec un nouveau président - Bruno Konrad, président d'Envie 2E Aquitaine, qui prend la succession de Jean-Pierre Paulliacq, et de nouveaux locaux. Le Garie est désormais installé Centre régional Vincent Merle, avenue de Canéjan toujours à Pessac (ses locaux précédents étaient situés avenue Eiffel). L'insertion par l'activité économique (IAE) couvre une trentaine de secteurs d'activité et plus de 80 métiers, avec pour mission d'accompagner, de dynamiser socialement et de requalifier professionnellement des personnes en difficulté, à travers des structures telles que atelier et chantiers d'insertion (ACI), entreprises d'insertion (EI), associations intermédiaires (AI), entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI), groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), régies de quartier et de territoire (RQ, RT). En Aquitaine, plus de deux cents structures de ce type sont réparties employant plus de 11.000 salariés, soit près du tiers en équivalents temps plein.

Le Campement darwinien multiplie les pépins

A LA FOIS PÉPINIÈRE ET ESPACE DE COWORKING (bureau partagé), le Campement a démarré en février 2014 à Bordeaux, hébergé dans une autre pépinière, Darwin, sur la rive droite, elle-même définie comme un espace innovant, inscrit résolument dans la « transition écologique » et sociale.

A travers, le Campement, la Ville de Bordeaux a la volonté « d'accompagner le développement de projets entrepreneuriaux reflétant une vision alternative du développement économique, à la fois écologique et socialement responsable ». Concrètement, il s'agit d'héberger et d'accompagner des porteurs de projets qui souhaitent se déployer à la fois sur les axes du développement durable, de l'entrepreneuriat social ou sur les « innovations

d'usage » (économie collaborative, numérique, etc.). Les entreprises en devenir sont ainsi accompagnées sur une période de 23 mois, dans des espaces « éco-conçus », disposant de l'Internet à très haut débit, en open space, d'où l'aspect co-working, pour favoriser esprit d'échange et synergie, en plus de l'écosystème Darwin environnant. Le tout pour 63 euros par mois (et 75 euros pour un accompagnement de projet personnalisé). Plusieurs entreprises déjà réputées ont opté pour ce mode de « campement » (Enercoop Aquitaine, Happy Capital, SomeOne, OriginBy, etc.). Elles viennent d'être rejointes par la Scop Ellyx (4 salariés) qui développe l'innovation sociale au sein des collectivités, entreprises et réseaux associatifs.

POST-IT ASSOCIATION | GOURMANDISE, CIRCUIT COURT ET SOLIDARITÉ

Deux étudiantes en master 1 de Kedge Business School Bordeaux mènent un projet à tonalité ESS dans le cadre de leur cursus. Louise Ferrand et Camille Auger, au titre de leur projet action, sont entrées en contact avec Philippe Bégout, bénévole de l'association PPS (Partage Produit Solidaire) Gironde, dont la vocation est de proposer des produits locaux de qualité conditionnés par des personnes à mobilité réduite. Leur idée a été d'allier plusieurs objectifs à travers cette rencontre : promouvoir le circuit court, développer un lieu économique avec des producteurs régionaux, solliciter le travail social et dynamiser la vie de quartier.

Concrètement, un site de vente en ligne a été mis en place pour commercialiser les produits de PPS, avec une organisation de points relais animés par des « ambassadeurs » de l'opération où sont regroupées commandes et livraisons, réseaux sociaux, étudiants et professionnels étant chargés de la communication.

Des « box » créatives sont proposées, au cours d'événements tels les « Relais Partage Gourmet », lancés le 20/11 à l'occasion de la journée nationale des jeunes, à l'invitation de l'association Ajire. « Notre but est de créer du lien social localement tout en développant une activité économique créative et solidaire sur Bordeaux », soulignent les initiatrices de cette aventure.

(<https://www.facebook.com/relaispartagegourmet>)

FORMATION | FONCTION EMPLOYEUR EN DORDOGNE

La Ligue de l'enseignement organise en Dordogne une formation gratuite à destination des dirigeants de petites associations employeuses ou structures de l'ESS, formation axée notamment sur la gestion des personnels, dans un contexte de complexification des tâches et des responsabilités. Cette formation se déroulera, sous forme de 4 modules d'une demi-journée, le mercredi, entre le 4/03 et le 25/03 (à Périgueux) et entre le 6/05 et le 27/05 à Bergerac. (Renseignements sur le site www.24.assoligue.org)

GRANDE RÉGION | UN « ESPACE PUBLIC VIVANT »

Le président du Conseil économique social et environnemental régional (Ceser) d'Aquitaine, Luc Paboef, a exprimé l'idée que la future entité (résultant de la fusion des 3 régions Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes) « que l'on ne pourra appeler Aquitaine », ne soit pas qu'une « addition de nouvelles compétences administratives », mais que « la société civile y soit associée », afin de représenter « un espace public commun ». (Objectif Aquitaine, aqui.fr)

EcoSocial Info

édité par EcoSocial Presse, agence régionale d'information spécialisée en économie sociale

Directeur de la publication, journaliste : Patrice Boccanfuso

p.boccanfuso@ecosocial-info.com

Tél. 06 79 42 47 72

La Gilardie 24600 Saint-Sulpice-de-Roumagnac

ISSN, commission paritaire : en cours

www.ecosocial-info.com

Le modèle mutualiste porté aux nues

L'Institut Montaigne, think tank plutôt classé pro-libéral, a publié un rapport sur le poids du modèle économique mutualiste, dominant dans les secteurs de la banque et de l'assurance - une spécificité française - et fait des propositions pour que ce modèle décrit comme exemplaire puisse se pérenniser et se développer.

L'INSTITUT MONTAIGNE PRÔNE LE MUTUALISME. Jean-Philippe Mileysy, blogueur à "Politis", applaudit des deux mains et, peut-être, n'en croit pas ses yeux. Il faut dire que ce think tank, fondé par Claude Bébéar, l'ancien patron d'Axa, est plutôt d'obédience libérale, orientant néanmoins ses études au croisement des questions de financement, de compétitivité et de cohésion sociale.

Son récent rapport titré «Concilier démocratie et efficacité économique : l'exemple mutualiste», dépeint ce dernier comme «un modèle économique original», sans but lucratif et sans actionnaire, et se penche sur ce en quoi il «constitue aujourd'hui une voie complémentaire aux sociétés anonymes», avec un mode de gouvernance, fondé, note le labo d'idées, sur le principe une personne - une voix.

Un modèle issu d'un mouvement mutualiste qui a trouvé ses racines dans l'histoire sociale remontant à deux siècles. Notamment dans le domaine bancaire, les banques mutualistes se sont donné pour vocation de «financer l'activité de catégories professionnelles qui n'ont pas accès au crédit». Et de citer au passage le Crédit agricole pour les agriculteurs et le Crédit mutuel pour les petits commerçants.

Aujourd'hui, ce modèle économique domine le marché de la banque de détail : 67% des encours de dépôts et 71% des crédits aux particuliers pour les banques coopératives, représentant 60% des 36.200 agences bancaires. Lesquels établissements, note encore le think tank, se caractérisent par un

fort ancrage territorial et un «rôle social affirmé». Ce qui ne constitue nullement un handicap pour la performance économique: 2/3 de la rentabilité d'exploitation des établissements en France en 2012 sont réalisés par le secteur mutualiste.

Risque de banalisation des valeurs mutualistes

On retrouve ce type de prééminence dans le secteur de l'assurance : 64% des primes sur le marché de l'assurance automobile pour les mutuelles, 71% du côté des cotisations santé dans le domaine de l'assurance des personnes. L'Institut Montaigne ne se hasarde pas à passer à la critique les dérives en matière de gouvernance ou de financiarisation de certaines de ces grandes entités mutualistes. D'autres le font régulièrement.

En revanche, le think tank s'attache à dégager des pistes pour «maintenir et conforter la robustesse et la performance» de ce modèle (propositions relatives en grande partie au faire-savoir et aux bonnes pratiques), auxquelles souscrit Jean-Philippe Mileysy pour qui «la vraie menace» tient au «risque de banalisation des valeurs mutualistes». Ce qui est visé ici : les concurrents assureurs et banquiers au statut capitalistique qui découvrent et revendiquent aujourd'hui les vertus de la «qualité de service rendu» (à leurs clients) et de la démarche de la RSE (responsabilité sociale des entreprises).

L'AGENDA

VENDREDI 23 JANVIER

FINANCEMENT PARTICIPATIF Matinée organisée par le cabinet Fidaquitaine avec plusieurs acteurs du crowdfunding 8h30-13h, MPS Aquitaine, Artigues-près-Bordeaux

MARDI 27 JANVIER

RÉFORME TERRITORIALE Café économique de Pessac, "La réforme territoriale : enjeux économiques et sociaux", avec Pierre Héritier, association Lasaire, et Luc Paboëuf, président du Ceser Aquitaine A 18h, centre culturel Pessac

MARDI 27, MERCREDI 28 ET JEUDI 29 JANVIER

ASSISES DE L'ÉNERGIE Colloque national organisé par Bordeaux Métropole, la communauté urbaine de Dunkerque et l'Ademe Palais des congrès de Bordeaux

MERCREDI 28 JANVIER

ATELIER ESS Entreprendre ou travailler dans l'Ess, ça change quoi ? Organisé par le CAC33 avec La Ruche Bordeaux. Invités : Atis, Elise Atlantique, Garie, Sineo et le Campement 19h La Ruche, 66 rue Abbé de l'Épée, Bordeaux